

Christelle Masabana, « Le développement du syndicalisme postal en Gironde au XX^e siècle. Le cas de Bordeaux : des origines au deuxième conflit mondial », maîtrise d'histoire contemporaine, sous la direction de Christophe Bouneau, Bordeaux 3, 2001, 232 p.

Le syndicalisme postal bordelais a eu une naissance difficile, liée au contexte particulier de Bordeaux. Même s'il a suivi l'exemple de développement des syndicats parisiens, avec un léger décalage temporel, on a dû mettre en évidence l'apport d'un contexte bordelais original, qui a fait du développement du syndicalisme postal bordelais un cas spécifique de l'essor du syndicalisme postal français.

Le syndicalisme à Bordeaux est instable, dans la mesure où deux grandes catégories se disputent le terrain syndical. Il existe, à Bordeaux, deux grandes structures, celle des ouvriers, puis celle des employés. A l'extrême fin du XIX^e siècle, le véritable déclencheur du développement du syndicalisme postal est la création de la CGT. C'est une confédération de travailleurs qui a été créée pour soutenir les syndicats et pour les rassembler au sein d'une même organisation. Son impact a été important pour la naissance du syndicalisme postal bordelais car elle a favorisé la création de syndicats. C'est le cas en 1900 avec la création de l'association professionnelle des Agents des PTT, qui adhère immédiatement à la CGT. Le début du XX^e siècle est stimulant pour ancrer les syndicats PTT à Bordeaux et pour leur donner une légitimité. Ils ont en effet le soutien d'hommes politiques locaux comme Raymond Lavigne et Antoine Jourde, ainsi que l'aide, plus charismatique, d'hommes tels que Jules Guesde et Jean Jaurès. Ces soutiens se remarquent par quelques améliorations ponctuelles telles que la création d'une Assistance Mutuelle pour les Ambulants, mais le poids des syndicats postaux en train d'éclorre est très minime, face à leur imposant employeur, l'Etat. Il faut attendre l'arrivée d'Alexandre Millerand comme ministre des PTT pour que les avancées soient importantes. Il accorde des hausses de traitement et des baisses du temps de travail. Ce mouvement s'accompagne de créations de syndicats postaux nationaux et locaux, comme en 1905, celle de l'association des Agents et Sous-Agents des PTT de Gironde.

Au début du XX^e siècle, le syndicalisme est composé majoritairement d'associations, grâce à l'impact de la loi Waldeck-Rousseau de 1901. Leurs buts principaux reprennent la définition du syndicalisme : défendre économiquement et juridiquement leurs adhérents. On peut dire que le syndicalisme postal bordelais a trouvé sa place à Bordeaux, lorsqu'il décide matériellement de lutter contre l'Etat. Cela se voit lors des grèves de 1906 et de 1909. Elles révèlent l'opposition entre l'Etat (employeur) et les postiers (employés). C'est aussi dans ce contexte de crise que l'on remarque, pour la première fois, un désir évident d'union, regroupant les associations postales. Au niveau local, ces grèves n'ont pas engendré d'incidents, ni de manifestations grandioses à Bordeaux. Les postiers bordelais se cantonnent à soutenir Paris : ils ont peur de la répression, arme dissuasive de l'Etat. A la fin des années 1900, le syndicalisme postal a trouvé sa place à Bordeaux, malgré des débuts difficiles et des divisions importantes.

La Première Guerre mondiale a apporté d'importants changements au syndicalisme postal et un nouveau paramètre est à prendre en compte : la recherche d'une identité syndicale.

Après les grèves de 1909, qui ont relativement été des échecs pour les syndicats postaux, ceux-ci ont dû se remettre en question. Ils sont en effet sous contrôle étatique, sont désunis en raison de la multiplication de créations de syndicats postaux et de la concurrence entre les

dirigeants syndicaux. De plus, les Bordelais sont totalement soumis à la tutelle parisienne et, de ce fait, ils n'ont aucune initiative sur Bordeaux. Par contre, ils ont des relations ambiguës avec les pouvoirs publics, car si le directeur régional des PTT les écoute, il transmet aussi toutes les informations au préfet et au ministre. Ces deux autorités sont au courant de toutes les manifestations et contrôlent « officieusement » tous les syndicats de l'administration postale. Les postiers ont dû aussi s'adapter à une nouvelle donne qui est le développement croissant de la syndicalisation des femmes.

Le déclenchement de la guerre en 1914 a eu un impact particulier à Bordeaux. La ville devient, en 1914, capitale provisoire de la France et ceci fait que le développement économique bordelais continue malgré la guerre. Tout le gouvernement et la vie parisienne se sont installés à Bordeaux, ce qui a favorisé l'activité économique et postale. La croissance postale se manifeste une augmentation considérable de la correspondance militaire et personnelle. Face à ce pic, les femmes font véritablement leur entrée massive dans les PTT pour soulager le service. A ce développement s'ajoute la baisse du pouvoir d'achat et des prix très élevés, ce qui conduit les syndicats à durcir leurs revendications. L'Etat les contraint au calme par un renforcement du contrôle. 1917 est une année charnière, non seulement parce que c'est le tournant de la guerre avec l'arrivée des Américains dans le conflit, mais aussi parce que les postiers prennent conscience que leur identité syndicale est nécessaire. Cette prise de conscience est favorisée par la dégradation de l'économie bordelaise et celle des conditions sociales. Cela conduit les syndicats à réfléchir à la nécessité de s'unir pour défendre leurs revendications et pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de leurs adhérents. La catégorie des auxiliaires prend seule l'initiative d'une grève « éclair », le 17 mai 1917, qui n'a eu aucun résultat. La guerre a donc considérablement changé le syndicalisme postal bordelais.

La CGT elle-même favorise la recherche de l'Union sacrée », expression chère à Raymond Poincaré. Cet élan d'union a été coupé court au début des années 1920. Les postiers se cherchent dans le cadre du mouvement ouvrier. En 1919, Bordeaux connaît des grèves incessantes dans toutes les catégories socio-professionnelles dans lesquelles les syndicats postaux ne trouvent pas de place. Ils sont conscients d'avoir des caractéristiques de deux mondes opposés : d'un côté, le monde ouvrier ; de l'autre, le monde fonctionnaire. De plus, la Fédération postale et la CGT s'opposent sur les directives à suivre. Malgré cela, les trois fédérations postales, constituées des trois organisations syndicales des agents, sous-agents et ouvriers, s'allient face à l'Etat, car elles ont des revendications communes. Malheureusement, cet essai d'union est vite avorté en raison de la scission de la CGT en 1921. A Bordeaux, cette scission est entamée en avril 1922 et montre le début de la politisation des syndicats postaux. Elle met en évidence en effet des oppositions politiques plutôt que syndicales. De ce fait, la CGT reste majoritaire avec ses convictions syndicales traditionnelles. La CGTU est créée, à tendance minoritaire et communautaire. Au début des années 1920, on se demandait ce qu'était devenu la question de l'unité syndicale au sein des PTT. Elle redevient d'actualité au milieu des années 1930.

1936 marque un renouveau pour l'union syndicale des PTT. A la fin des années 1920, le syndicalisme postal est confronté à la montée de la politisation des syndicats. Cette politisation se manifeste, tout d'abord, par le rôle des leaders syndicaux. En ce qui concerne Bordeaux, M. Marin a été un fervent dirigeant communiste et a communiqué son enthousiasme aux adhérents. Les chefs bordelais ont eu besoin de soutiens politiques pour rester à la tête de leur syndicat et pour favoriser la syndicalisation des postiers. Ils pratiquent

aussi l'embrigadement des syndiqués. Cela a favorisé la diffusion du communisme dans les PTT, qui a été amplifié par une propagande importante.

A Bordeaux, la CGT prône un retour aux doctrines de la Charte d'Amiens de 1906 et les pouvoirs publics appuient cette décision. Ils ont fait de la prévention contre le communisme et ont traqué les principaux dirigeants. Cette peur a conduit les syndicats postaux à se mettre en grève pour lutter contre le communisme. Une étude comparative entre les deux grèves de 1930 et 1934 montrent les mêmes revendications : revalorisation des traitements, retraite à 55 ans et sûreté de l'emploi. Elles divergent sur les modalités de leur déroulement. La grève de 1930 s'opère en solidarité avec les parisiens, alors que celle de 1934 est une lutte contre l'Etat. Ces grèves, malgré peu de mobilisations à Bordeaux, ont fait disparaître le communisme bordelais. Les revendications sont peu acceptées. Il faut attendre 1936 pour avoir de avancées sociales significatives. Il existe trois confédérations de travailleurs : la CGT, la CGTU et depuis 1919, la CFTC. A Bordeaux, l'union se fait progressivement et les syndicats postaux décident de s'unir, principalement pour lutter contre la politisation des syndicats. L'union a été favorisée pour une propagande importante et la fusion s'est faite sans précédent. Les postiers ont obtenu le repos hebdomadaire et dominical, une augmentation des traitements et du pouvoir d'achat. Le métier de postier est favorisé car l'administration postale manque cruellement de personnel. Le 27 mars 1936, une loi sur les retraites a été votée et les retraités ont acquis les 3:5^e d'un salaire d'actif. Mais, très vite, des ombres sont apparues. Les postiers se mettent en grève en 1938. Les revendications postales portent sur la vie chère, sur des conditions de travail et de vie qui se dégradent progressivement jusqu'à la perte totale des acquis de 1936. La menace de la guerre, dès 1937, a inquiété de plus en plus les syndicats postaux. En 1939, leur situation est très critique. La déclaration de guerre de septembre 1939 menace de dissolution les syndicats. Immédiatement, ils se sont mis en grève pour défendre la paix. L'effort de guerre au nom de la sûreté nationale prend le dessus et les syndicats postaux sont dissous dès la fin de l'année 1939.

A la fin de la guerre, avec le soutien de la CGT, les syndicats se reconstituent peu à peu. Leur union se fait automatiquement. Les postiers ont trouvé leur identité syndicale. Ils sont fonctionnaires, reconnaissent dès 1945, leur statut légal et s'éloignent peu à peu du mouvement syndical ouvrier. Le syndicalisme postal bordelais se remarque, enfin, au niveau national. Il prend, en effet, une place spécifique au sein du syndicalisme postal français, au début des années 1950. C'est à ce moment là que l'on peut parler d'un rôle essentiel des syndicats postaux bordelais. La grève nationale de 1953 prend ses origines à Bordeaux au sein des syndicats postaux. Ce sont les postiers bordelais qui ont mis en place cette grève et c'est la première fois qu'ils ont un rôle à part entière dans le syndicalisme postal français. C'est aussi la première fois qu'ils prennent des initiatives significatives et remarquables.